

# Les Gilets jaunes veulent se structurer

## Charleroi

### Un journaliste de "La Dernière Heure" passe la nuit en cellule

Un journaliste de *La Dernière Heure*, Patrick Lefèbvre, a passé une nuit en cellule dans le commissariat de Charleroi. Notre confrère ne comprenait toujours pas ce dimanche pourquoi il a été privé de liberté alors qu'il filmait les scènes de violence survenues dans le cadre des manifestations des Gilets jaunes. "Je filmais les interventions, une fois du côté de la police, une autre du côté des Gilets jaunes. Je portais clairement ma carte de presse autour du cou ainsi qu'un gilet orange marqué Presse au dos. Un policier m'a dit que je n'étais qu'un faux journaliste et j'ai ainsi été embarqué." Emmené au commissariat, Patrick Lefèbvre reçoit pour seule explication qu'il est arrêté administrativement pour une durée de 2 à 12 heures. "On m'a libéré dimanche sans explication et sans même une audition. Seul un gradé m'a présenté des excuses."

**H**ensies, Wierde, Feluy, Wandre, Charleroi... La mobilisation des Gilets jaunes s'est poursuivie ce week-end en Belgique. Ce dimanche, en début d'après-midi, la police recensait sept lieux touchés par des barrages filtrants. "À Namur, nous sommes encore vingt sur place pour notre dixième jour de mobilisation", précisait à *La Libre* Marc-Henri Jamain, le porte-parole des Gilets jaunes locaux.

Si à Wierde les dérapages ont pu être évités, c'est principalement dans le Hainaut que la situation s'est dégradée ce week-end.

#### 180 policiers à Charleroi

À Charleroi, durant la nuit de samedi à dimanche, vingt-sept casseurs ont fait l'objet d'une arrestation. Dimanche après-midi, Paul Magnette, le bourgmestre socialiste de la ville, a tenu une conférence de presse. En souhaitant faire la distinction entre les Gilets jaunes et les casseurs, il a évoqué le fait que vingt-sept de ces derniers ont fait l'objet d'une arrestation dans sa ville, où du mobilier urbain a été saccagé, de même que des vitres de l'hôtel de ville et du palais de justice. "Nous avons d'ores et déjà analysé les profils de ces individus, qui sont très jeunes (entre 18 et 28 ans) et connus de la justice pour 80% d'entre eux, principalement pour des faits de stupéfiants, a précisé le bourgmestre. La moitié d'entre eux sont originaires de Charleroi alors que les autres viennent des provinces de Liège et de Namur ou d'autres villes du Hainaut. Ils sont clairement ici pour semer le trouble. Nous ne pouvons tolérer qu'on s'attaque à Charleroi et à ses habitants. Voilà pourquoi les effectifs seront renforcés ce dimanche soir."

■ Leurs actions se sont poursuivies en Belgique mais elles ont été infiltrées par de nombreux casseurs.

■ Les porte-parole du mouvement redoutent une montée de la violence s'ils ne sont pas écoutés.

■ En France, Emmanuel Macron peine à dialoguer avec les manifestants.

Quelque 180 policiers étaient en effet prévus dans la ville pour empêcher que des bandes se forment.

En dehors de Charleroi, outre les barrages et des arrestations à Feluy, le week-end a été marqué par une action à Couvin, où une ambulance a été retardée. Bloqué dans un rond-point à l'entrée du village, le véhicule a mis beaucoup de temps à pouvoir entrer dans Couvin. Selon la RTBF, la personne qui devait bénéficier de soins est décédée. Les autorités précisent qu'"aucun amalgame ne doit être fait", car la personne en question était dans un état grave. Néanmoins, Gilles Boonen, le porte-parole de la zone de secours locale, a invité les manifestants à songer aux conséquences que peuvent causer les retards.

**Une action à Couvin a causé le retard d'une ambulance. La personne qui devait bénéficier de soins est décédée.**

#### Un tract pour structurer les revendications

Par ailleurs, selon Marc-Henri Jamain, les barrages devraient se poursuivre dans les prochains jours. "Ce dimanche matin, nous étions plusieurs porte-parole du mouvement à être invités sur le plateau de RTL. Nous avons échangé nos numéros pour davantage coordonner nos actions et mieux nous structurer au niveau belge. Notre volonté est d'accroître la pression sur le politique en restant pacifiques. Le monde politique a cependant intérêt à nous répondre car beaucoup de manifestants qui sont restés calmes se posent des questions quant à l'efficacité de leur action. Nous craignons que la violence gagne davantage le mouvement."

Pour peser face au monde politique, les Gilets jaunes de Namur sont en pleine rédaction d'un tract qui synthétisera leurs revendications et sera distribué dans la région.

**BdO**

## Affrontements

### À Paris, le chaos sur les Champs-Élysées

**La journée** de mobilisation de samedi a été marquée par des violences sur l'avenue des Champs-Élysées. Alors que la préfecture de Paris avait désigné le Champ-de-Mars comme lieu autorisé pour le rassemblement, la plupart des Gilets jaunes présents dans la capitale – 5 000 sur 8 000 au total – se sont regroupés sur la célèbre avenue, dès le matin. Des affrontements se sont produits entre la police et une fraction de manifestants déterminés à en découdre. Barricades contre grenades lacrymogènes, jets de pavé contre canons à eau : des scènes de chaos comme on avait rarement pu en voir sur les Champs. Ce n'est que tard samedi soir que le calme est finalement revenu. À Paris, 24 personnes ont été blessées, dont 5 parmi les forces de l'ordre, et 69 personnes ont été interpellées. Au total, sur toute la France, 130 personnes ont été placées en garde à vue. Sur Twitter, Emmanuel Macron a dit sa "honte" face aux violences, tandis que son ministre de l'Intérieur, Christophe Castaner, a dénoncé une "mobilisation de l'ultra-droite". Les Gilets jaunes se structurent et désigneront pour la première fois cinq porte-parole en France.

## En France, le divorce est presque consommé entre le président Emmanuel Macron et les classes moyennes

Benjamin Masse  
correspondant à Paris

**C**omment renouer le dialogue ? C'est toute la question qui se pose à Emmanuel Macron, au lendemain de la seconde mobilisation des Gilets jaunes, ce samedi. Certes, les manifestants étaient moins nombreux que le 17 novembre dernier – 106 000 personnes contre 282 000 une semaine plus tôt – mais les Français soutiennent massivement le mouvement. Selon Odoxa, 77 % y sont favorables, c'est trois points de plus qu'une semaine plus tôt. Quant au président de la République, il ne recueille désormais plus, selon BVA, que 26 % d'opinions favorables, moins que François Hollande au même moment de son quinquennat.

Des chiffres révélateurs d'une rupture proche d'être consommée entre Emmanuel Macron et une grande partie des Français. En particulier, le chef de l'État semble avoir perdu le lien avec cette fameuse classe moyenne dont on dit souvent qu'elle est le ciment de la société française. Selon le Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (Crédoc), "les classes moyennes se situent entre les 30 % les plus démunies et les 20 % les mieux rémunérés. Elles représentent 50 % de la population".

Une grande masse pas forcément entièrement cohérente du point de vue sociologique, mais qui partage au moins un certain nombre d'aspirations : pouvoir vivre dignement de son travail, avoir le sentiment d'une forme de progrès économique et social – sinon pour

elle, du moins pour ses enfants – enfin se sentir entendue et respectée. Or, depuis plusieurs années, une partie de ces classes moyennes est en voie de décrochage : en difficulté professionnelle du fait de la mondialisation ou des mutations technologiques, elle subit la modération salariale, mais ne bénéficie pas des aides auxquelles peuvent prétendre les plus démunis. En province, cette couche moyenne se sent souvent délaissée, dans des territoires eux aussi en panne sur le plan économique. Pour elle, la voiture est un outil indispensable, pour travailler, mais également pour échapper à un sentiment d'assignation à résidence.

#### De l'huile sur le feu

C'est à ces Français déjà en plein doute qu'Emmanuel Macron n'a pas su parler. D'abord, du fait de ses premières mesures fiscales, qui ont semblé favoriser les plus riches – notamment la suppression partielle de l'impôt sur la fortune – alors que les baisses de la fiscalité sur le travail étaient remises à plus tard. Ensuite, en paraissant se désintéresser de cette France des territoi-

res, si éloignée des codes de la "start-up nation", que lui-même souhaitait incarner. Enfin, c'est sur la forme qu'Emmanuel Macron a péché : la multiplication des petites phrases méprisantes – les "Gaulois réfractaires", "Je traverse la rue, je vous trouve du travail." – a mis de l'huile sur le feu, là où une parole rassembleuse aurait permis de cautériser les plaies.

La classe moyenne subit la modération salariale, mais ne bénéficie pas des aides auxquelles peuvent prétendre les plus démunis.

#### Changement de méthode

Résultat : les manifestations étaient très largement centrées sur la personne même d'Emmanuel Macron, bien au-delà des revendications initiales sur le prix des carburants.

À l'issue de la manifestation de samedi, le pouvoir – s'il demeure pour l'heure inflexible sur la fiscalité écologique – a promis un "changement de méthode". "Dans toutes nos démocraties, il est clair que notre devoir est de réussir à redonner aux classes populaires et aux classes moyennes des perspectives", a précisé dimanche Emmanuel Macron depuis Bruxelles, où il assistait au Conseil européen extraordinaire qui entérinait le Brexit. Mais il est bien tard pour combler les fractures françaises, qui n'ont cessé de s'approfondir au cours des dernières années.